



CH LAVAUUR



Le mercredi 16 juillet 2014

SOUS LA DETTE PUBLIQUE, L'ARNAQUE !

Le « Collectif pour un audit citoyen de la dette publique » vient de publier un rapport très important.

Ruinant la doxa libérale selon laquelle le pays vivrait au-dessus de ses moyens, il établit que la dette publique aurait été limitée à 43 % du PIB en 2012, au lieu des 90 % constatés, si la France ne s'était pas lancée dans une course folle entraînant une chute des recettes (baisse d'impôts pour les hauts revenus) et avait refusé de se soumettre à des taux d'intérêt exorbitants.

C'est un travail remarquable qu'a réalisé le « Collectif pour un audit citoyen de la dette publique » : dans un rapport qu'il a publié le mardi 27 mai 2014, **il établit de manière méticuleuse que 59 % de l'endettement public français provient des cadeaux fiscaux consentis ces dernières décennies, essentiellement aux plus hauts revenus**, et des taux d'intérêt excessifs, qui ont découlé des politiques monétaires en faveur du « franc fort » puis de l'« euro fort ».

Les auteurs du rapport en concluent qu'il est fondé de parler de « **dette illégitime** », car dans ce système, **les hauts revenus sont gagnants** à un double titre : d'abord parce qu'ils sont les principaux bénéficiaires des baisses d'impôt ; ensuite parce qu'ils disposent aussi d'une épargne qui est très fortement rémunérée grâce à ces taux d'intérêt exorbitants.

Comme le disent les auteurs du rapport, la dette publique a donc été le prétexte au cours de ces dernières années d'un formidable mouvement de « **redistribution à l'envers** », ou si l'on préfère d'un immense mouvement de transferts de revenus puisque si les hauts revenus sont doublement gagnants, **les bas revenus, eux, sont perdants**, étant conviés en bout de course à **supporter le poids du plan d'austérité pris pour contenir l'explosion de la dette**.

En résumé, ce que les hauts revenus gagnent au travers des baisses d'impôt ou de la politique de l'argent cher, ce sont les revenus modestes qui le financent au travers de la politique d'austérité.

Au lendemain des élections européennes, ce rapport est donc bienvenu, parce qu'il montre qu'une autre politique économique est possible.

Quelques esprits chagrins pourront ergoter sur la pertinence de telle ou telle hypothèse prise dans ces simulations.

Il reste que cette immense redistribution à l'envers est indiscutable, et que le grand mérite de ce rapport est de le montrer, ruinant du même coup l'arnaque néolibérale selon laquelle le pays vivrait au-dessus de ses moyens.

Une autre politique !

En conclusion, le rapport ouvre même des pistes, évoquant de nombreuses dispositions qui pourraient être prises, pour que la facture de la dette ne soit pas payée toujours par les mêmes : annulation de tout ou partie de la dette illégitime ; allongement substantiel des durées de remboursement et plafonnement des taux d'intérêt ; instauration d'un impôt exceptionnel progressif sur les 10 % (ou le 1 %) les plus riches...

Mais peu importe le détail de ces suggestions. L'important, c'est que ce rapport invite à débattre d'un autre avenir. À débattre donc d'une autre gauche. Et c'est cela l'essentiel : réinventer un autre futur.

Ce rapport est très important vous pouvez le consulter et le télécharger sur notre site à partir de ce lien : http://www.cgt-chlavour.fr/Que-faire-de-la-dette-Audit-Citoyen-de-la-dette-publique-en-France-30-05-14_a935.html

Source Médiapart

NON À L'HOSTÉRIÉ



CéGéTez vous et mêlez vous de votre hosto !

Permanence le mardi de 9h à 16h Tél. : 30 38 Mail : cgt.chlavour@wanadoo.fr

Retrouvez de nombreuses infos sur notre site internet : www.cgt-chlavour.fr